ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 49.166/4
DU 2 FÉVRIER 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 7 janvier 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « relatif à l'utilisation des gaz de pétrole liquéfiés (L.P.G.) pour la propulsion des véhicules automobiles », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de le projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

Formalités préalables

1. Conformément à l'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le projet examiné doit être soumis à la procédure d'association des gouvernements de région.

À cet égard, la demande d'avis fait état de demandes d'avis adressées aux trois gouvernements de région, lesquelles ne figurent toutefois pas dans le dossier qui y était joint.

2. Compte tenu de son impact budgétaire, le projet examiné doit être soumis à l'avis de l'Inspecteur des Finances et à l'accord du Secrétaire d'État au Budget [1], que le préambule mentionne mais qui ne figurent pas dans le dossier transmis au Conseil d'État.

[1] Voir notamment les articles 13, § 2, et 18, § 5, du projet.

3. Il revient à l'auteur du projet de veiller au bon accomplissement de ces différentes formalités préalables.

Règlementation internationale

Tout comme l'arrêté royal du 9 mai 2001 relatif à l'utilisation des gaz de pétrole liquéfiés (L.P.G.) pour la propulsion des véhicules automobiles, qu'il vise à remplacer, le projet examiné se base sur les normes techniques définies dans le règlement n° 67, tel qu'amendé à diverses reprises, de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU) portant prescriptions uniformes relatives à l'homologation (ci après le règlement (CEE-ONU) n° 67) :

I. des équipements spéciaux pour l'alimentation du moteur aux gaz de pétrole liquéfiés sur les véhicules ;

II. des véhicules munis d'un équipement spécial pour l'alimentation du moteur aux gaz de pétrole liquéfiés en ce qui concerne l'installation de cet équipement.

En outre, le projet examiné se base, sur le plus récent règlement (CEE-ONU) n° 115 portant prescriptions uniformes relatives à l'homologation (ci après le règlement (CEE-ONU) n° 115) :

I. des systèmes spéciaux d'adaptation au GPL (gaz de pétrole liquéfié) pour véhicules automobiles leur permettant d'utiliser ce carburant dans leur système de propulsion ;

II. des systèmes spéciaux d'adaptation au GNC (gaz naturel comprimé) pour véhicules automobiles leur permettant d'utiliser ce carburant dans leur système de propulsion.

Dans son avis 47.603/4, donné le 25 janvier 2010 sur un projet devenu l'arrêté royal du 7 mai 2010 modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, la section de législation du Conseil d'État a formulé l'observation suivante, relative à son article 2 :

> « 2. La modification que l'article 2 du projet apporte à l'article 28, § 5, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité vise à y intégrer les dispositions du paragraphe 6.21 du règlement CEE-ONU n°48, rendant obligatoire la présence de marquages à grande visibilité sur certains véhicules des catégories N2 et N3 (camions), ainsi que sur les véhicules des catégories O3 et O4 (remorques).

Alors que le règlement CEE-ONU n°104, auquel renvoie le règlement CEE-ONU n°48, est intégralement reproduit à l'annexe 18 de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité, les dispositions du règlement CEE-ONU n°48 applicables aux marquages à grande visibilité ne sont que partiellement reprises à l'article 28, § 5, en projet, du même arrêté. Il serait préférable de les reproduire également dans leur intégralité, soit à l'article 28, § 5, soit en annexe de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité ».

Dans le cadre du présent projet, il serait également préférable, au regard de l'article 190 de la Constitution, de procéder à la publication intégrale des versions actuellement en vigueur au plan international des règlements (CEE-ONU) n^{os} 67 et 115 auxquels il est fait référence. Le plus simple serait, à cet égard, de renvoyer à des annexes reproduisant expressément leur contenu.

Il pourrait, toutefois, être considéré que les dispositions du projet reprennent, pour ce qui concerne la matière réglementée, l'ensemble des dispositions normatives dont la publicité présente un caractère d'utilité publique, au sens de l'article 56, § 1er, alinéa 4, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administratives et que les dispositions des règlements internationaux précités auxquels se réfère le projet ne doivent, dès lors, pas nécessairement faire l'objet d'une publication au Moniteur belge.

Une telle option ne permettrait cependant pas d'établir, d'une manière totalement incontestable, le caractère obligatoire des normes qui n'auraient pas été publiées au Moniteur belge. Sous réserve d'une publication des règlements (CEE-ONU) n^{os} 67 et 115 dans le Journal officiel de l'Union européenne, telle que prévue par l'article 4, paragraphe 5 de la décision 97/836/CE du Conseil du 27 novembre 1997 en vue de l'adhésion de la Communauté européenne à l'accord de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies concernant l'adoption de prescriptions techniques uniformes applicables aux véhicules à roues, aux équipements et aux pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur un véhicule à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces prescriptions («accord révisé de 1958»), les deux seules voies permettant d'assurer, sur ce point, une sécurité juridique optimale sont en effet :

- soit la publication intégrale des normes concernées au *Moniteur belge* ;

- soit l'adoption par le législateur, de règles particulières de publication pour les réglementations internationales techniques en cause [2].

C'est sous la réserve de cette observation générale que les observations particulières suivantes sont formulées.

[2] Sur la question de la publication de certaines normes, voir le rapport annuel 2005-2006, www.raadvst-consetat.be, onglet « l'Institution », §§ 17 et 20. Voir également l'avis 47.092/4, donné le 23 septembre 2009, sur un avant-projet de loi relative à la publication de divers actes internationaux portant des prescriptions techniques en matière de navires et de navigation maritime.

Observations particulières

Préambule

Alinéas 1er à 4

Le projet examiné trouve son fondement légal dans l'article 1er de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

Les alinéas 1er à 4 doivent par conséquent être omis [3].

Alinéa 6

L'alinéa 6 du préambule doit également être omis, l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, qu'il vise, n'étant pas modifié par le projet [4].

Dispositif

Article 1er

1. À l'article 1er, 1°, 3° et 8°, il serait préférable d'omettre les éléments normatifs figurant dans les définitions des termes « Véhicule automobile », « Installateur L.P.G. », et « Système d'adaptation aux L.P.G. » [5] et de leur consacrer des dispositions spécifiques dans le dispositif.

2. À l'article 1er, 4°, la définition des termes « Installateur L.P.G. agréé » est inutile et doit donc être omise. Il en va de même de la définition d'« Organisme de contrôle agréé », figurant à l'article 1er, 16°, du projet.

[3] Le contexte normatif international dans lequel s'inscrivent les dispositions du projet peut, par contre, être utilement décrit dans le rapport au Roi, dont le projet figure dans le dossier joint à la demande d'avis ; à cet égard, la section de législation attire l'attention de l'auteur du projet sur ce qu'il n'y est fait aucune mention du règlement (CEE-ONU) n° 115.

[4] L'articulation des dispositions du projet avec celles de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité peut, par contre, être utilement décrite dans le rapport au Roi dont le projet figure dans le dossier joint à la demande d'avis, notamment pour ce qui concerne l'organisation du contrôle technique des véhicules.

[5] *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 97.

3. L'article 1er, 5°, doit se limiter à définir la fonction de « Monteur L.P.G. », la fixation de son régime d'agrément étant réglée aux articles 18 et 19 du projet.

4. Le terme « Appendage », mentionné à l'article 1er, 9°, b) et défini à l'article 1er, 11°, du projet, n'appartient pas à la langue française. Mieux vaudrait dès lors, dans la version française du dispositif, le remplacer par les termes « accessoires fixés au réservoir », qui sont ceux utilisés dans la version française du règlement (CEE-ONU) n° 67 [6].

Article 2

Par la référence qui y est faite à la date du 1er juillet 2002 [lire : 2001] (date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 9 mai 2001 précité, que le projet examiné vise à remplacer), l'article 2, § 1er, du projet se présente comme une disposition dont le caractère apparemment rétroactif serait critiquable.

Tel ne semble cependant pas être le cas. L'arrêté royal du 9 mai 2001, impose en effet déjà le respect du règlement (CEE-ONU) n° 67. Une disposition transitoire spécifique est en outre prévue à l'article 24 du projet pour les installations L.P.G. montées entre le 1er juillet 2001 et sa date d'entrée en vigueur [7].

À l'article 2, § 1er, du projet, il serait donc préférable d'omettre, la référence à la date du 1er juillet 2001.

Article 4

Compte tenu de l'élément normatif qui figure sous l'article 1er, 3°, du projet, à savoir que l'installateur L.P.G. doit posséder un numéro d'entreprise attribué par la Banque-Carrefour des entreprises, la question se pose de savoir si l'obligation faite de recourir aux services d'un « installateur L.P.G. » est bien conforme aux dispositions de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur [8] et à l'article 56 du TFUE, en ce que cette obligation

[6] Les termes « accessoires fixés au réservoir » sont définis au point 2.5 du règlement (CEE-ONU) n° 67.

[7] L'article 23 du projet traitant pour sa part des réservoirs L.P.G. installés avant le 1er juillet 2001.

[8] Il y a lieu d'avoir égard aux principes de libre circulation des services tant dans le chef des prestataires de services que dans celui des destinataires de ces services.

s'oppose notamment à ce qu'il soit recouru pour un véhicule immatriculé en Belgique aux services d'un installateur L.P.G. qui n'est pas inscrit à la Banque-Carrefour des entreprises.

À cet égard, à l'annexe B, a) 1, 1°, du projet, qui prévoit comme condition d'agrément des installateurs, le fait de « résider dans un des États membres de l'Espace Économique Européen » ne paraît pas suffisant.

À ce sujet, si au regard des règlements (CEE-ONU) n^{os} 67 et 115, auxquels le projet d'arrêté renvoie, il est admissible que soient exigées certaines conditions dans le chef des « entreprises d'installation » [9], un système d'équivalence devrait à tout le moins être prévu au regard des dispositions précitées du droit, tant primaire que dérivé, de l'Union européenne.

À tout le moins, le rapport au Roi sera complété sur ce point.

Article 12

Au paragraphe 1er, l'alinéa 2 est une disposition transitoire et doit être intégré dans l'article 25 du projet, lequel traite du même problème.

Article 13

Au paragraphe 5, la section de législation n'aperçoit pas comment tant au regard du principe de la liberté d'enseignement garanti par l'article 24 de la Constitution qu'au regard du principe d'autonomie, les agréments des écoles qui organisent la spécialité « montage L.P.G. » devraient être demandés par le « ministre communautaire qui a l'Enseignement dans ses attributions ».

Article 14

À l'alinéa 2, il y a lieu d'assurer la concordance entre la version française et la version néerlandaise et de remplacer le mot « résider » par les mots « être établis ».

[9] Voir notamment le nouveau paragraphe 2.4 du règlement (CEE-ONU) n° 115 ainsi que la note de bas de page y relative tels qu'ajoutés par l'amendement n° 2 entré en vigueur le 18 janvier 2006 ; voir également l'amendement n°4 au même règlement entré en vigueur le 19 août 2010.

Articles 14 et suivants

L'agrément des organismes chargés du contrôle des installateurs LPG est organisé aux articles 14 à 17, formant le Chapitre 2 du Titre III du projet.

Ces dispositions ne permettent cependant pas de déterminer si les organismes de contrôle agréés exercent leurs missions à la demande de l'administration ou s'il revient aux installateurs agréés de recourir eux-mêmes aux services de l'un de ces organismes de contrôle.

Les dispositions du Chapitre 2 du Titre III du projet doivent, par conséquent, être revues afin de mieux y définir les modalités d'intervention des organismes de contrôle agréés.

Article 17

Cette disposition utilise l'expression « lettre recommandée à la poste ».

Depuis l'entrée en vigueur, le 31 décembre 2010, de la loi du 13 décembre 2010 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges et modifiant la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification, les envois recommandés utilisés dans le cadre de procédures judiciaires ou administratives ne sont plus réservés à « La Poste » [10].

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur l'article 4, § 6, de la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification [11], dont il résulte qu'à partir du 30 juin 2011 un recommandé électronique est présumé satisfaire à l'exigence d'un envoi recommandé.

Pour ce motif, il convient de remplacer les mots « lettre recommandée à la poste » par les mots « envoi recommandé ».

[10] L'article 144*octies* de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, qui, en son paragraphe 2, réservait à La Poste « le service des envois recommandés (physiques) utilisés dans le cadre des procédures judiciaires ou administratives », a en effet été remplacé par l'article 17 de la loi du 13 décembre 2010.

[11] Tel que modifié par l'article 41 de la loi du 13 décembre 2010 précitée, dont l'entrée en vigueur est fixée au 30 juin 2011, en vertu de l'article 57, alinéa 1er, 2°, de la même loi.

2. La même observation vaut pour les articles 19, alinéas 2 et 3, et 21, § 3, alinéas 2 et 3, du projet et pour l'annexe B, a), 6.

Article 18

La subdélégation de pouvoir au ministre, prévue à l'article 18, § 4, du projet, est d'une portée trop large et ne peut être admise.

L'article 18, § 4, du projet sera donc omis.

Observations finales

1. Dans l'annexe D, partie 1, la section de législation ne voit pas comment appliquer le système d'appel de note marqué de quatre astérisques. Le dernier appel de note en fin de document doit compter six astérisques.

La même observation vaut pour l'appel de note marqué de quatre astérisques dans la partie 2 de la même annexe.

2. Dans l'annexe F, à l'instar de l'annexe H, mieux vaut donner les dimensions de l'étiquette L.P.G. dans une unité légale au lieu de renvoyer à une « échelle 1/1 » [12].

---

[12] La dimension du dessin peut en effet dépendre du mode d'impression du Moniteur belge publié en version électronique.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE, L. DETROUX,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER	LE PRÉSIDENT
C. GIGOT	P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 49.166/4
VAN 2 FEBRUARI 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 7 januari 2011, door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit ″betreffende het gebruik van vloeibaar gemaakte petroleumgassen (lpg) voor de aandrijving van auto's″, heeft het volgende advies gegeven:

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot de afhandeling van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

Voorafgaande vormvereisten

1. Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, moeten de gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het voorliggende ontwerp.

Wat dit betreft, wordt in de adviesaanvraag gewag gemaakt van aan de drie gewestregeringen gerichte adviesaanvragen, die evenwel niet voorkomen in het dossier dat erbij gevoegd was.

2. Aangezien het voorliggende ontwerp een weerslag heeft op de begroting, dienen het advies van de inspecteur van Financiën en de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting [1] te worden verkregen, waarvan in de aanhef sprake is, maar die niet opgenomen zijn in het aan de Raad van State overgezonden dossier.

3. Het staat aan de steller van het ontwerp erop toe te zien dat aan deze verschillende voorafgaande vormvereisten wordt voldaan.

Internationale reglementering

Zoals het koninklijk besluit van 9 mei 2001 betreffende het gebruik van vloeibaar gemaakte petroleumgassen (LPG) voor de aandrijving van voertuigen, dat het beoogt te vervangen, steunt het voorliggende ontwerp op de technische normen omschreven in reglement nr. 67, zoals het verschillende malen is gewijzigd, van de Economische Commissie voor Europa van de Verenigde Naties (VN/ECE) houdende eenvormige voorschriften betreffende de goedkeuring (hierna te noemen het (VN/ECE)-Reglement nr. 67):

I. van speciale uitrustingsstukken van motorvoertuigen die in hun aandrijfsysteem vloeibaar petroleumgas gebruiken;

II. van voertuigen wat betreft de installatie van specifieke inrichtingen voor het gebruik van vloeibaar petroleumgas als brandstof.

Bovendien is het onderzochte ontwerp gebaseerd op het meer recente (VN/ECE)-Reglement nr. 115 houdende eenvormige voorschriften betreffende de goedkeuring (hierna te noemen het (VN/ECE)-Reglement nr. 115):

I. van speciale systemen om auto's aan lpg (vloeibaar gemaakt petroleumgas) aan te passen, waardoor ze deze brandstof voor hun aandrijving kunnen gebruiken;

II. van speciale systemen om auto's aan ngv (samengedrukt aardgas) aan te passen, waardoor ze deze brandstof voor hun aandrijving kunnen gebruiken.

[1] Zie inzonderheid de artikelen 13, § 2, en 18, § 5, van het ontwerp.

In haar advies 47.603/4, gegeven op 25 januari 2010 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 7 mei 2010 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State de volgende opmerking gemaakt over artikel 2 ervan:

> "2. De wijziging die bij artikel 2 van het ontwerp wordt aangebracht in artikel 28, § 5, van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968 strekt ertoe daarin de bepalingen van lid 6.21 van VN/ECE-reglement nr. 48 op te nemen, waarbij opvallende markeringen op sommige voertuigen van de categorieën N2 en N3 (vrachtwagens) en op voertuigen van de categorieën 03 en 04 (aanhangwagens) verplicht worden gesteld.
>
> Terwijl VN/ECE-reglement nr. 104, waarnaar verwezen wordt in VN/ECE-reglement nr. 48, volledig overgenomen wordt in bijlage 18 van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968, worden de bepalingen van VN/ECE-reglement nr. 48 die gelden voor opvallende markeringen slechts gedeeltelijk overgenomen in het ontworpen artikel 28, § 5, van hetzelfde besluit. Het zou beter zijn dat ze ook volledig overgenomen worden, ofwel in artikel 28, § 5, ofwel in de bijlage van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968."

In het kader van het onderhavige ontwerp is het eveneens verkieslijk, gelet op artikel 190 van de Grondwet, om de versies van de op internationaal niveau thans van kracht zijnde (VN/ECE)-Reglementen nrs. 67 en 115 waarnaar wordt verwezen volledig bekend te maken. In dit opzicht zou de eenvoudigste oplossing erin bestaan te verwijzen naar bijlagen waarin hun inhoud uitdrukkelijk wordt weergegeven.

Er zou evenwel kunnen worden aangenomen dat in de bepalingen van het ontwerp, wat de geregelde aangelegenheid betreft, alle normatieve bepalingen worden overgenomen waarvan de bekendmaking van openbaar nut is, overeenkomstig artikel 56, § 1, vierde lid, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, en dat de bepalingen van de voormelde internationale reglementen waarnaar het ontwerp verwijst, derhalve niet noodzakelijkerwijs in het Belgisch Staatsblad hoeven te worden bekendgemaakt.

Zulke keuze zou het echter niet mogelijk maken om op een totaal onbetwistbare wijze de verbindendheid van de niet in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakte normen aan te tonen. Onder het voorbehoud dat de (VN/ECE)-reglementen nrs. 67 en 115 in het Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen worden bekendgemaakt, zoals bepaald bij artikel 4, lid 5, van besluit 97/836/EG van de Raad van 27 november 1997 inzake de toetreding van de Europese Gemeenschap tot de overeenkomst van de Economische Commissie voor Europa van de Verenigde Naties betreffende het aannemen van eenvormige technische eisen voor wielvoertuigen, uitrustingsstukken en onderdelen die kunnen worden aangebracht en/of gebruikt op wielvoertuigen en de voorwaarden voor wederzijdse erkenning van goedkeuringen verleend op basis van deze eisen

("Herziene overeenkomst van 1958"), zijn de enige twee middelen om op dit punt voor een optimale rechtszekerheid te zorgen immers de volgende:

- ofwel de volledige bekendmaking van de betrokken normen in het *Belgisch Staatsblad*;

- ofwel de aanneming door de wetgever van bijzondere regels voor de bekendmaking van de internationale technische reglementeringen in kwestie [2].

Onder voorbehoud van deze algemene opmerking worden de volgende bijzondere opmerkingen gemaakt.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Eerste tot vierde lid

Het onderzochte ontwerp vindt rechtsgrond in artikel 1 van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen.

Het eerste tot het vierde lid behoren bijgevolg te vervallen [3].

---

[2] Over de kwestie van de bekendmaking van sommige normen, zie het jaarverslag 2005-2006, www.raadvst-consetat.be, tab "De instelling", §§ 17 en 20. Zie eveneens advies 47.092/4, gegeven op 23 september 2009, over een voorontwerp van wet betreffende de bekendmaking van verscheidene internationale akten houdende technische voorschriften inzake schepen en de zeevaart**.**

[3] De internationale normatieve context waarin de bepalingen van het ontwerp kaderen, kan daarentegen nuttig worden omschreven in het Verslag aan de Koning, waarvan het ontwerp opgenomen is in het bij de adviesaanvraag gevoegde dossier; in dit verband vestigt de afdeling Wetgeving de aandacht van de steller van het ontwerp op het feit dat daarin geen melding wordt gemaakt van (VN/ECE)-reglement nr. 115.

Zesde lid

Het zesde lid van de aanhef dient eveneens te vervallen, daar het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, waarnaar het verwijst, door het ontwerp niet wordt gewijzigd [4].

Dispositief

Artikel 1

1. In artikel 1, 1°, 3° en 8°, is het verkieslijk alle normatieve gegevens in de definities van de termen "auto", "lpg-installateur" en "lpg-adaptatiesysteem" [5] achterwege te laten en in het dispositief hieraan specifieke bepalingen te wijden.

2. In artikel 1, 4°, is de definitie van de woorden "erkend lpg-installateur" overbodig en dient ze te vervallen. Hetzelfde geldt voor de definitie van "erkende keuringsinstelling" in artikel 1, 16°, van het ontwerp.

3. In artikel 1, 5°, mag alleen de functie van "lpg-monteur" gedefinieerd worden, aangezien de regeling inzake de erkenning van de lpg-monteur vastgesteld wordt in de artikelen 18 en 19 van het ontwerp.

[4] De samenhang tussen de bepalingen van het ontwerp en die van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968 kan daarentegen nuttig omschreven worden in het verslag aan de Koning, waarvan het ontwerp opgenomen is in het dossier dat bij de adviesaanvraag gevoegd is, inzonderheid wat betreft de organisatie van de technische controle op de voertuigen.

[5] *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten,* www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 97.

4. De term "appendage", die vermeld wordt in artikel 1, 9°, b) en gedefinieerd wordt in artikel 1, 11°, van het ontwerp, behoort niet tot de woordenschat van de Franse taal. Bijgevolg zou het beter zijn om dat woord in de Franse tekst van het dispositief te vervangen door de woorden "accessoires fixés au réservoir", de woorden die gebezigd worden in de Franse tekst van VN/ECE-Reglement nr. 67 [6].

Artikel 2

Door de daarin vervatte verwijzing naar 1 juli 2001 [lees: 2001] (de datum van inwerkingtreding van het voornoemde koninklijk besluit van 9 mei 2001, tot de vervanging waarvan het voorliggende ontwerp strekt), lijkt artikel 2, § 1, van het ontwerp terugwerkende kracht te hebben, wat bekritiseerd zou kunnen worden.

Zulks lijkt evenwel niet de bedoeling te zijn. Krachtens het koninklijk besluit van 9 mei 2001 is naleving van VN/ECE-Reglement nr. 67 immers al verplicht. Artikel 24 van het ontwerp bevat bovendien een specifieke overgangsbepaling voor lpg-installaties die gemonteerd zijn tussen 1 juli 2001 en de datum waarop dit besluit in werking treedt [7].

In artikel 2, § 1, van het ontwerp zou dan ook beter niet verwezen worden naar de datum van 1 juli 2001.

Artikel 4

Gelet op het normatief gegeven dat voorkomt in artikel 1, 3°, van het ontwerp, namelijk dat de lpg-installateur in het bezit dient te zijn van een ondernemingsnummer toegekend door de Kruispuntbank van Ondernemingen, rijst de vraag of de verplichting om een beroep te doen op de diensten van een "lpg-installateur" wel in overeenstemming is met de bepalingen van richtlijn 2006/123/EG van 12 december 2006 van het Europees Parlement en de Raad betreffende diensten op de interne markt [8] en met artikel 56 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, doordat die verplichting er inzonderheid aan in de weg staat dat voor een voertuig dat in België ingeschreven is een beroep wordt gedaan op de diensten van een lpg-installateur die niet in de Kruispuntbank van Ondernemingen ingeschreven is.

---

[6] De woorden "accessoires fixés au réservoir" worden gedefinieerd in punt 2.5 van VN/ECE-Reglement nr. 67.

[7] Terwijl artikel 23 van het ontwerp zijnerzijds handelt over lpg-tanks die voor 1 juli 2001 geïnstalleerd zijn.

[8] De beginselen van het vrij verkeer van diensten moeten in acht genomen worden, zowel wat betreft de dienstverleners als wat betreft de personen ten behoeve van wie die diensten verstrekt worden.

In dit opzicht lijkt bijlage B, a), punt 1, 1°, van het ontwerp waarin als voorwaarde voor de erkenning van de installateurs wordt vermeld dat ze "in een lidstaat van de Europese Economische Ruimte (moeten) wonen" niet te volstaan.

In dit verband kan weliswaar in het licht van de VN/ECE-Reglementen nummers 67 en 115, waarnaar in het ontwerpbesluit verwezen wordt, aanvaard worden dat aan installatiebedrijven bepaalde voorwaarden worden opgelegd [9], maar er zou op zijn minst voorzien moeten worden in een systeem van gelijkwaardigheid in het licht van de voormelde bepalingen van zowel het primair als het afgeleid recht van de Europese Unie.

Het verslag aan de Koning zou op dit punt op zijn minst aangevuld moeten worden.

Artikel 12

Het tweede lid van paragraaf 1 is een overgangsbepaling die ondergebracht zou moeten worden in artikel 25 van het ontwerp, waarin hetzelfde probleem behandeld wordt.

Artikel 13

Wat paragraaf 5 betreft, ziet de afdeling Wetgeving niet in waarom de erkenning van scholen die de specialisatie "lpg-montage" organiseren in het licht zowel van het beginsel van de vrijheid van onderwijs verankerd in artikel 24 van de Grondwet, als van het autonomiebeginsel aangevraagd zou moeten worden door "de gemeenschapsminister die het Onderwijs onder zijn bevoegdheid heeft".

[9] Zie inzonderheid het nieuwe lid 2.4. van VN/ECE-Reglement nr. 115 alsook de desbetreffende voetnoot zoals ingevoegd bij amendement nr. 2 dat op 18 januari 2006 in werking is getreden; zie eveneens amendement nr. 4 betreffende hetzelfde reglement dat op 19 augustus 2010 in werking is getreden.

Artikel 14

In het tweede lid moet worden gezorgd voor overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst en moet in de Franse tekst het woord "résider" worden vervangen door de woorden "être établis".

Artikelen 14 en volgende

De erkenning van de instellingen die belast zijn met de controle van de lpg-installateurs wordt geregeld bij de artikelen 14 tot 17, welke artikelen hoofdstuk 2 van titel III van het ontwerp vormen.

Uit die bepalingen kan evenwel niet worden opgemaakt of de erkende keuringsinstellingen hun taken uitoefenen op verzoek van het bestuur dan wel of de erkende installateurs zelf een beroep dienen te doen op de diensten van een van die keuringsinstellingen.

De bepalingen van hoofdstuk 2 van titel III van het ontwerp dienen bijgevolg aldus te worden herzien dat daarin beter bepaald wordt volgens welke nadere regels de erkende keuringsinstellingen daarbij betrokken worden.

Artikel 17

In deze bepaling wordt de uitdrukking "een ter post aangetekende brief" gebezigd.

Sedert de inwerkingtreding, op 31 december 2010, van de wet van 13 december 2010 tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector en tot wijziging van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatiediensten, zijn aangetekende zendingen die in de loop van gerechtelijke of administratieve procedures gebruikt worden, niet meer voorbehouden aan De Post [10].

[10] Artikel 144*octies* van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, waarvan paragraaf 2 "de dienst van (fysieke) aangetekende zendingen in de loop van gerechtelijke of administratieve procedures, … aan De Post (voorbehield)" is immers vervangen bij artikel 17 van de wet van 13 december 2010.

De steller van het ontwerp wordt opmerkzaam gemaakt op artikel 4, § 6, van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatiediensten [11], waaruit volgt dat een elektronisch aangetekende zending vanaf 30 juni 2011 geacht wordt aan de vereiste van een aangetekende zending te voldoen.

Om die reden dienen de woorden "een ter post aangetekende brief" te worden vervangen door de woorden "een aangetekende zending".

2. Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 19, tweede en derde lid, en 21, § 3, tweede en derde lid, van het ontwerp en voor bijlage B, a), 6.

Artikel 18

De delegatie van bevoegdheden aan de minister waarin artikel 18, § 4, van het ontwerp voorziet, reikt te ver en kan niet aanvaard worden.

Artikel 18, § 4, van het ontwerp dient dan ook te vervallen.

Slotopmerkingen

1. Wat bijlage D, deel 1, betreft, begrijpt de afdeling Wetgeving niet hoe het systeem van de verwijzing naar de eindnoten door middel van vier sterretjes moet worden toegepast. De laatste eindnootverwijzing achteraan in het document moet zes sterretjes tellen.

Deze opmerking geldt eveneens voor de verwijzing naar de eindnoten door middel van vier sterretjes in deel 2 van dezelfde bijlage.

[11] Zoals gewijzigd bij artikel 41 van de voornoemde wet van 13 december 2010 in verband met welk artikel bepaald is dat het in werking treedt op 30 juni 2001, krachtens artikel 57, eerste lid, 2°, van dezelfde wet.

2. Het is beter om in bijlage F, net zoals in bijlage H, de afmetingen van het lpg-etiket aan te geven in een wettelijke eenheid in plaats van te verwijzen naar een "schaal 1/1" [12].

---

[12] De afmeting van de tekening kan immers verschillen naargelang van de wijze waarop het Belgisch Staatsblad, dat in elektronische versie gepubliceerd wordt, afgedrukt wordt.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht.van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

C. GIGOT P. LIÉNARDY